

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Investissements : le Gabon fait les yeux doux au Maroc

GMNN
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR du Gabon au Maroc, Sylver Aboubakar Minko Mi Nseme, a dévoilé dernièrement aux partenaires marocains les opportunités d'affaires qu'offre le Gabon, à la faveur d'une séance de travail avec le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), Chakib Alj. Parmi les dossiers déroulés par le représentant de notre pays, le Plan de relance économique gabonais ainsi que les projets prioritaires du gouvernement. La redynamisation du conseil d'affaires Gabon-Maroc a constitué l'autre pan des échanges entre la CGEM et le diplomate gabonais. La CGEM est le représentant du secteur privé auprès des pouvoirs publics et des institutionnels. Elle s'exprime au nom de ses 90 000 membres directs et

affiliés et veille à assurer un environnement économique favorable pour le développement des entreprises. Depuis sa création en 1947, l'organisation assure la représentation et la promotion des entreprises membres agissant dans différents secteurs et de différentes tailles. Ses actions sont fondées sur la crédibilité, l'efficacité et la solidarité envers ses membres. La CGEM défend les intérêts des entreprises du Maroc auprès des pouvoirs publics et des pouvoirs sociaux. Son but est d'agir en faveur d'un environnement prospère et optimal pour l'économie marocaine à travers la promotion de l'initiative privée. La Confédération s'engage également dans l'amélioration de l'environnement des affaires et de l'investissement, à l'échelon international, à travers ses 57 conseils d'affaires.



L'ambassadeur du Gabon et le président de la CGEM.

GSEZ Port améliore ses performances



Les conteneurs au port Gsez.

MSM
Libreville/Gabon

PRINCIPALE voie d'accès pour l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité durant le confinement du Grand Libreville, les ports du Gabon ont joué un rôle central. Cette situation inédite a permis, notamment, de doper l'activité des ports GSEZ-MT et GSEZ-Cargo. Au cours du 1er semestre 2020, ces deux infrastructures ont présenté des résultats très positifs. Et ce, malgré

un contexte marqué par le recul de l'activité dans de nombreux secteurs. En effet, les mouvements des bateaux ont augmenté de 36,7 % et le volume global des marchandises manipulées au niveau des deux ports s'est accru de 39,5 % à 2,66 millions de tonnes, en lien avec la bonne tenue du transport du manganèse (+85 %). Par conséquent, le chiffre d'affaires s'est fortement apprécié de 57 % pour se situer à 37,2 milliards de francs contre 23,7 milliards de francs sur une base comparable à 2019.

PNAT : harmoniser les méthodologies de collecte des données

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

L'ATELIER national d'harmonisation de la méthodologie de collecte et d'échange des données du Programme national d'affectation des terres (Pnat) s'est ouvert, mardi, à l'auditorium du ministère des Eaux et Forêts. Organisés par l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (Ageos), ces travaux visent à présenter et harmoniser les méthodologies de collectes des données. Le directeur de cabinet du ministère des Eaux et Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat, et du Plan d'affectation des terres, Ludovic Ngok Banak, a rappelé aux participants que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la réalisation du plan national d'affectation des terres qui constitue une priorité du gouvernement, et une question d'actualité au regard des



Les participants posent avec les responsables du ministère des Eaux et Forêts.

chevauchements qui sont de plus en plus constatés sur le terrain. Ainsi, Ludovic Ngok Banak a invité toutes les administrations techniques et les parties prenantes impliquées dans la réalisation du Pnat à collaborer et à fournir les données existantes sur les affectations de terres de leurs secteurs respectifs. Le secrétaire permanent adjoint du

Conseil climat, Davy Onomori Mboumba, a invité les parties prenantes à travailler en synergie. " En agissant ensemble, nous pouvons atteindre les objectifs fixés par les plus hautes autorités et répondre aux exigences des bailleurs de fonds qui acceptent d'accompagner notre pays dans ce long processus ", a-t-il souligné.